

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an..... 64 fr.	Un an..... 96 fr.
Six mois : 32 fr.	Six mois : 48 fr.
Trois mois 16 fr.	Trois mois 24 fr.
Chèque postal Forandol 586-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Syndicalisme militaire !

Les bolchevistes nous ont appris à ne plus nous étonner de rien, en ce qui les concerne. Mais vrai, cette fois, ils dépassent les bornes, et ce serait un crime de les laisser faire.

Les maréchaux de la C.G.T.U. viennent d'ajouter au mot d'ordre des six francs par jour et des 1.800 francs, cette deuxième ultra-renversante formule : « Ne faisons plus de grèves partielles ».

Monmousseau nous présente la chose dans la Vie Ouvrière de cette semaine. Déguisez ceci :

« Il faut habituer les masses à un « minimum de discipline et de cohésion » et à attendre, de la part des organisations de combat, les mots d'ordre de départ.

« Les militants doivent avoir assez de « cran pour savoir braver les impatiences, s'opposer aux mouvements spontanés, et conquérir, par la suite, l'autorité nécessaire pour la conduite des mouvements d'ensemble. »

Donc, plus de grèves partielles. La grève générale est encore conservée théoriquement, mais comme secondaire. La grande découverte est « l'élaboration d'une tactique des grèves ».

Les quartiers généraux du syndicalisme établiront des plans d'action, d'après les règles d'une stratégie ultra-savante que je serais bien curieux de connaître — ce sera sûrement quelque chose d'épatant. Mais, en attendant que l'état-major ait étudié son plan, réglé les détails, et donné l'ordre d'exécution, les sous-officiers, alias secrétaires de syndicats, auront pour mission de faire marquer le pas aux troupes impatientes de combattre. On leur donnera des exercices de pas cadencé ou de salut militaire pour les occuper, car il ne faut pas laisser les soldats inactifs, c'est très dangereux pour la discipline militaire, vous diront les manuels de caserne.

Et voilà l'équivalent syndicaliste de la Nep, la nouvelle tactique unitaire de combat !

Si je ne connaissais par avance les arrière-pensées politiques, dictatoriales et autoritaires des promoteurs de ce mot d'ordre, je les prendrais pour des maboules ou des créatures du patronat.

En effet, si une telle campagne se mène au sein du prolétariat, ce sont les exploités qui en bénéficieront. C'est enseigner à lâcher la proie pour l'ombre.

Grève générale, tactique de grèves obéissant aux mots d'ordre, tout cela, même en admettant la sincérité de ceux qui le préconisent, ne peut qu'être l'aboutissement d'un long travail de propagande de groupement et de... discipline. Tout ça, c'est peut-être possible PLUS TARD, mais, pour l'instant, c'est parler pour ne rien dire.

Et, en attendant que vos troupes de combat soient bien en mains, vos militants jouent dans les syndicats le rôle de doucheurs : ils aspergeront d'eau froide les révoltes ouvrières ; ils feront des pieds et des mains pour empêcher les grèves partielles.

Ah ! ces messieurs du patronat auront largement le temps de consolider leurs positions avant que vous ne soyez prêts. A chaque diminution partielle de salaires, à chaque augmentation partielle des heures de travail, ils auront l'ineffable plaisir de voir les militants unitaires prêcher la résignation pratique aux ouvriers, enveloppant cette besogne frisant la jaunerie, de phrases révolutionnaires, sonores et creuses (un tonneau vide résonne mieux qu'un tonneau plein !)

Pauvres innocents ! Quand votre mot d'ordre sera prêt, il y a onze chances sur dix, pour que la masse n'y soit plus, prête, elle.

Il faudra que vous dispensiez abondamment le don de l'éloquence aux militants chargés de dire aux ouvriers révoltés : « Pas de blagues, rentrez au travail, c'est pas le moment, le général a dit d'attendre ». Il y a de grandes chances qu'après quelques douches semblables, les travailleurs enverront le doucheur se faire pendre ailleurs. C'est pas moi qui les plaindrais, s'ils reçoivent des « gnons ».

Monmousseau nous dit que les grèves partielles ont fait leur temps, et que depuis trois ans, elles n'ont abouti à aucun résultat.

Qu'est-ce qu'il en sait ? S'il n'y avait eu que les Fédérations et les C.G.T. pour faire échec aux patrons, depuis cette époque, nous en serions aux 12 heures et aux 10 francs de salaire quotidien... Quand est-ce que la haute stratégie du syndicalisme bolcheviste a été expérimentée, pour émettre une pareille prétention ? Les ouvriers du Havre ont-ils attendu un mot d'ordre pour leur magnifique résistance

qui fit tant réfléchir les patronats métallurgique et autres ?

Je dis et je prétends que c'est grâce aux mouvements de révolte sporadiques, souvent désordonnés, souvent exécutés en dehors des syndicats, que l'offensive patronale n'a pas osé aller trop loin jusqu'à présent. Ce ne sont ni vos organismes centraux ni votre stratégie compliquée qui les ont fait reculer. Le patronat hésite devant l'inconnu de la psychologie souvent déroutante des prolétaires ; mais, croyez-moi, il se rit de votre discipline et de votre diplomatie. Il sera même enchanté que vous fassiez partie de son travail, en conseillant le calme et la résignation aux exploités.

Si j'étais à sa place, je subventionnerais même une propagande de ce genre : « Laissez-les prêcher la révolution ou la grève pour plus tard, dans deux ans, dix ans ou cinquante siècles, le principal, c'est qu'il n'y ait pas de pétard aujourd'hui que nous allons donner un petit tour de vis. »

Je crois inutile de discuter plus longtemps le fameux mot d'ordre : Plus de grèves partielles. Aucun syndicaliste n'admettra de devenir un précheur de résignation, alors que tout progrès ne peut découler que de l'ampleur des sentiments d'initiative et de révolte de la classe ouvrière.

Mais les bolchevistes syndicalistes se fient de l'émancipation du prolétariat comme le Gouvernement russe de son premier massacre d'ouvriers ; ce qu'ils veulent, ce qu'ils cherchent, ce qu'ils travaillent inlassablement à établir, c'est une organisation syndicale devenant entre leurs mains une arme pour la conquête du pouvoir politique.

Alors, tout s'explique et s'éclaire. Centralisation, discipline, obéissance, habitude des masses à se résigner, à ne marcher que sur l'ordre des chefs, c'est là le véritable mot d'ordre caché derrière l'autre.

Pauvre syndicalisme, dans quelles patelles es-tu tombé ? Tous les hommes conscients vont te quitter, si tu continues ainsi. Ils se diront qu'ils en ont assez de la discipline patronale ou policière, sans s'en coller une autre sur le dos.

Allons, camarades, il n'y a plus qu'un moyen de guérir le syndicalisme, c'est une bonne cure d'autonomie, prise dans le sens d'envoyer promener les organismes centraux et les chefs. Il faut que les Syndicats et les syndicats reprennent les bonnes voies d'initiative, de révolte, et de libre solidarité, qui furent les origines de notre syndicalisme.

On a eu tort de vouloir échauffer un Etat dans l'Etat. Le premier est aussi pourri que le dernier.

Tout ce qui ne repose pas sur le travailleur lui-même, tout ce qui n'est pas l'émanation directe de la masse, tout ce qui est basé sur le centralisme et l'autorité est, automatiquement, appelé à renforcer les forces d'oppression ou à couler sous les coups du peuple marchant vers son émancipation.

Les ouvriers s'éloignent des C.G.T., quittent les syndicats, terrains de manœuvre des aspirants au pouvoir. Cela prouve peut-être plus leur instinct de progrès que ce qu'on est convenu d'appeler leur avachissement.

Faisons loyalement la tentative de reconstruire un mouvement syndical totalement décentralisé, avec intégrale initiative et liberté pour les syndicats, ce sera, j'en suis persuadé, une meilleure méthode que la dernière invention des syndicalistes militaires.

Georges BASTIEN.

Le banal programme de M. Rikov

Le successeur de Lénine, M. Rykov, président du Conseil des Commissaires du peuple, tel un Poincaré, un Stresemann, un Mussolini ou un MacDonald a fait devant les représentants de la presse des déclarations relatives à la politique russe. C'est banal comme tout document officiel. En voici les passages essentiels :

Les peuples de l'Union des Républiques soviétiques ont traversé les années les plus pénibles sous la direction de Lénine. Maintenant que les conditions d'existence sont meilleures, la même politique sera poursuivie. J'ai été pendant six ans le proche collaborateur de Lénine, et c'est sur son insistance que j'ai été amené à le suppléer au Conseil des Commissaires.

L'objectif principal de mon gouvernement consistera à continuer la politique de Lénine. Les décisions unanimes du Congrès des Soviets dans les affaires intérieures et extérieures témoignent de la parfaite concordance des volontés des travailleurs et du gouvernement de l'Union déterminant la future activité de celui-ci. Pour la politique extérieure, nos objectifs sont la lutte pour la paix et la consolidation de la po-

sition internationale de l'Union des Républiques soviétiques. L'Union n'a jamais attenté aux territoires étrangers ; elle ne veut pas dominer les autres peuples, mais la situation inquiétante de l'Europe contemporaine incite les Soviets à veiller à la préparation militaire d'une armée rouge extrêmement réduite.

La reconnaissance de l'Union des Républiques soviétiques par l'Angleterre est d'autant plus précieuse qu'elle constitue le premier geste du nouveau gouvernement anglais exprimant le désir des masses ouvrières anglaises. Nous voulons voir dans cette reconnaissance une tentative désintéressée du cabinet actuellement au pouvoir en Angleterre de trouver des voies nouvelles pour l'établissement d'un « habitus » pacifique entre les peuples de l'Europe et de l'Asie.

Avec ça, la République des Soviets est bien digne d'être reconnue par le républicain Poincaré. Elle offre, d'ailleurs, plus que jamais, toutes les garanties d'ordre requises par les capitalistes français.

Que se passe-t-il en Espagne ?

Péripignan, 10 février. — On signale de la gare internationale de Port-Bou (Espagne), que d'importants renforts de gardes civils sont arrivés dans cette ville. La même mesure aurait été prise sur de nombreux points de la frontière et dans les villes de Catalogne.

Probablement pour hoyer dans le sang les mouvements ouvriers qui se dessinent là-bas, Primo de Rivera est jaloux des lauriers de Mussolini, et considère qu'il n'y a pas encore assez de morts pour consolider sa dictature.

AMI LECTEUR, pour la vie de ton Journal participe à notre mouvement

Ils sont quelques milliers qui, chaque matin, achètent leur exemplaire du Libertaire quotidien.

Ils sont quelques milliers qui remplissent, dans les grandes circonstances, les salles de nos meetings.

Ils sont quelques milliers qui, leur journal lu, et les orateurs entendus, se figurent avoir suffisamment fait pour le mouvement anarchiste.

— Mais que pouvons-nous faire de plus ? Donne-nous quelques conseils.

— Pour ton Libertaire d'abord. Si vous n'êtes que les quatre ou cinq mille fidèles à l'acheter chaque jour dans Paris, vous ne rembourseriez même pas de la sorte les frais d'impression du journal.

Au moment du procès de Germaine Berton, la vente à Paris couvrait nos dépenses, parce que nous avions alors quinze à vingt mille lecteurs parisiens.

— Que devons-nous faire ? — Des lecteurs d'abord et surtout des abonnés.

— Comment cela ? — Par la propagande de nos idées. Pour cela, tu dois savoir que dans chaque arrondissement de Paris, il y a un groupe anarchiste.

— Mais que faut-il faire pour y entrer ? Voudra-t-on de moi ?

— Ne te fais pas des idées romantiques sur nos milieux. Les compagnons sont comme toi des hommes ou des femmes qui cherchent à s'affranchir des contraintes sociales, des étres de bonne volonté qui, par l'entraide et la coopération, tentent de rendre moins pesant le joug autoritaire et d'œuvrer en commun à la destruction de toute forme d'exploitation et d'autorité, pour le bonheur de tous.

Consulte, à la quatrième page du Libertaire, la rubrique consacrée à la Vie de l'Union Anarchiste. Tu y trouveras les convocations pour les réunions hebdomadaires des groupes. Quand on t'y conviera à une réunion entre camarades de ton quartier, n'hésite pas. Rends-toi à la réunion de ton Groupe. On ne te demandera aucune formalité. Tu y seras accueilli librement comme si l'on te connaissait depuis des années. Tu y entendras les conférences des militants. Tu discuteras avec les camarades. Tu pourras poser des questions afin de t'instruire. Un échange cordial d'idées. Le partage fraternel des petites besognes pratiques que nécessite la propagande : distribution des tracts pour l'annonce des meetings, diffusion du quotidien, organisation des causeries, etc... De chacun selon ses capacités et suivant ses forces.

Et ainsi, par ton Groupe, tu collaboreras à la vie de la Fédération Locale des Anarchistes. Ainsi tu seras un peu de la pensée et de la force libertaires qui rayonneront de toi, à travers tout le pays, par l'Union Anarchiste Française, pour s'épanouir, un jour, universellement...

Et c'est de la multiplicité de ces petits efforts assidus, volontaires, constants, que sera faite la Révolution émancipatrice qui rendra l'Anarchie possible à travers le monde.

LE LIBERTAIRE.

JEAN GOLDSKY ET JEANNE MORAND attendent le réveil de l'opinion publique

La vie de Goldsky tient à un fil

Nous avons appris que Goldsky a été poussé à faire la grève de la faim par l'arbitraire de l'Administration pénitentiaire — toujours elle !

Goldsky bénéficiait officiellement depuis quelque temps d'un régime de droit commun quelque peu adouci, lorsque brusquement, sans motif aucun, on lui supprima ces rares « faveurs ».

Ce fut, alors, la goutte d'eau faisant déborder le vase.

Depuis longtemps déjà, Goldsky voulait faire la grève de la faim afin d'obtenir la révision de son procès.

Sa famille avait toujours obtenu qu'il reculé sa décision.

A bout devant tant d'acharnement contre lui, Goldsky s'est résolu à cette protestation dont il n'est pas certain qu'il n'en mourra point, même — ce que nous espérons de toute notre cœur — s'il en sort victorieux.

Dans la Liberté d'hier, journal du soir, nous avons lu :

Troyes, 10 février. — (De notre correspondant particulier). — C'est hier soir à neuf heures que Goldsky, venant de la prison de Clairvaux, est arrivé à l'hôpital civil de Troyes.

Il était accompagné du médecin de la prison et de deux gardiens.

Le directeur de l'hôpital lui a assigné un lit et a insisté pour que « son malade » prit quelque nourriture. Goldsky a formellement refusé, déclarant qu'il voulait continuer à faire la grève de la faim jusqu'à ce que la révision de son procès lui soit accordée. Il n'a consenti à prendre que quelques petites gorgées d'eau. Ce matin, il a persisté dans la même attitude.

D'après le directeur de l'hôpital, le prisonnier se trouve, naturellement, en un état de faiblesse extrême. C'est un homme qui, depuis huit jours, ne se nourrit pas. En dehors de cela, son état de santé ne présente aucune gravité. Son esprit est absolument lucide.

C'est un journal réactionnaire qui donne cette relation sur l'état du courageux gréviste de la faim. C'est donc une relation partielle, désavantageuse au détenu, qui cache une partie de la vérité. On peut en être sûr ; pourtant, telle qu'elle est, elle suffit pour nous faire juger de la situation et reconnaître que la vie du pauvre Jean Goldsky est suspendue à un fil.

Ce fil, le ministre de la Justice le tranchera-t-il ? Se chargera-t-il la conscience de ce lâche crime ?

L'angoisse de Jeanne Morand persiste...

et aussi la canaillerie ministérielle

Jean Goldsky, Jeanne Morand, voilà deux prisonniers dont personne n'osera dire qu'ils sont dans les bonnes grâces du Ministre Colrat.

Pour Jean Goldsky, nous saurons, avant peu, jusqu'où ira la sclérotasse gouvernementale.

Pour Jeanne Morand, c'est toujours la même chose ; c'est toujours pour la malheureuse, l'attente dans la cellule grise de la prison de Corbeil que les dix jours soient écoulés — les dix jours au bout desquels il lui est permis d'aller voir, sous bonne escorte, sa maman, une heure ou deux.

L'Humanité annonçait avant-hier, que le député bolcheviste Morucci allait interpellé le Gouvernement « sur les mesures qu'il comptait prendre à l'égard de Jeanne Morand, qui réclame le droit de se rendre auprès de sa mère mourante. »

Certes, ça ne peut pas faire de mal à notre camarade, nous ne savons si ça lui fera grand bien.

Nous aurions tort de trop compter là-dessus pour faire aboutir sa demande de suspension de peine.

Comptons sur nous pour cela, sur notre action et ne lâchons point les bourreaux du Ministère de la Justice. Il faudra bien qu'ils libèrent leurs victimes.

UNE NOTE OFFICIEUSE

La libération de Jeanne serait proche

Le Petit Parisien d'hier publiait la note, de source officielle, ci-jointe :

« De renseignements pris à la Chancellerie, il ressort que Jeanne Morand, qui va bientôt avoir accompli la moitié de sa peine, se trouvera alors dans des conditions à bénéficier éventuellement de la libération conditionnelle. Son cas sera, à ce moment, examiné à cet effet par la Commission spéciale du Ministère de la Justice, laquelle transmettra ses conclusions au Ministère de la Guerre, à qui il appartiendra de décider. »

Pour celui qui veut lire entre les lignes, c'est l'assurance que Jeanne Morand va être libérée.

Que ce soit de cette façon-là ou d'une autre, nous nous en foutons !

Ce que nous voulons, c'est qu'on la libère, mais qu'on la libère vite.

Un saint Vincent de Paul laïque qui, à son tour, a besoin d'aide

Non ! nous n'avons pas oublié Gaston Rolland.

Han Ryner devait vous en parler dans ce journal et ce serait fait depuis quelques jours si la maladie n'avait conduit à deux doigts de sa perte notre bon camarade.

Rassurez-vous ! Han Ryner est hors de danger ; il est même en pleine convalescence.

Toutefois, nous n'avons pas voulu le relancer en ce moment ; nous nous sommes simplement contenté de puiser dans sa brochure « Une conscience pendant la guerre », le meilleur, l'essentiel de cette courte étude sur Gaston Rolland, son affaire, son martyre.

Gaston Rolland a été condamné, il y a cinq années à quinze ans de travaux forcés pour insoumission en temps de guerre, faux et usage de faux. Depuis, ses 15 ans de bagne ont été commués en 15 ans de réclusion.

Gaston Rolland a été un insoumis par principe ; c'est pour s'être fait un devoir d'obéir à sa conscience qu'il a été si durement frappé par la « justice » des hommes. Et la « justice » des hommes n'a pu s'empêcher de ce conscientious objector qu'en raison de son dévouement envers autrui. Oui, Gaston Rolland n'a jamais pensé que, s'étant éloigné de la guerre et ayant satisfait au « tu ne tueras point », il avait assez fait pour l'humanité. Il lui vint en aide encore en la personne des échappés de la tuerie, des déserteurs, que le hasard ou des connaissances lui envoyaient.

C'est un de ces déserteurs — un pauvre déchet — à qui il avait offert son toit, donné son pain, ses vêtements, qui le trahit et permit aux autorités militaires de coffrer le rebelle à la loi du mortier et d'enlever un « Saint-Vincent de Paul laïque » aux tardifs illégalistes de son genre.

Devant un premier conseil de guerre Gaston Rolland eut à répondre du « crime » de recel de déserteurs.

A l'audience il déclara :

« Oui, j'ai abrité Bouchard, je l'ai ca-



GASTON ROLLAND

ché, je l'ai nourri, et j'en ai nourri, caché, abrité bien d'autres.

« Lorsqu'un pauvre diable frappait à ma porte, je ne songais guère à lui demander

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

La grève des cheminots est à peine terminée en Angleterre, qu'un nouveau conflit menace d'éclater.

Nous avons, il y a quelques semaines, déjà annoncé que les Dockers réclamaient une augmentation de deux shillings par jour, et avait décidé d'arrêter le travail le 16 février prochain, si les patrons ne répondaient pas favorablement à leurs justes revendications.

L'arrangement qu'espéraient les capitalistes ne semble pas être si proche, les ouvriers refusant de discuter et maintenant leur demande de deux shillings.

Les patrons offrent pour le moment un shilling, ils seront sans doute plus généreux lorsqu'ils comprendront que les ouvriers des ports ne céderont qu'après avoir obtenu entièrement satisfaction.

Le prolétariat anglais se défend, et il a raison. Avec l'augmentation croissante de la vie, il est juste et logique que les salaires subissent une hausse adéquate. Malheureusement, si nos frères d'outre-Manche mènent la bataille pour leur vie, il est bien des peuples, qui sont aujourd'hui réduits à l'esclavage, et qui n'ont que de faibles possibilités pour combattre leurs exploités.

En Espagne, Primo de Rivera, qui déclarait il y a quelques jours qu'il était décidé à maintenir l'ordre et à éliminer dans les grèves les éléments révolutionnaires, a-t-il l'intention de commencer sa chasse meurtrière ?

Les bruits circulent annonçant que d'importants renforts de gardes civiles sont arrivés dans les villes de la Catalogne. Ces troupes sont sans doute requises pour arrêter le mouvement de protestation qui se font jour dans la classe ouvrière.

« Éliminer les éléments révolutionnaires », a dit Primo de Rivera. Autant dire qu'il interdit tout mouvement prolétarien, car la plus faible revendication des ouvriers espagnols, même les plus réformistes, sera considérée par le dictateur comme un mouvement de révolte.

Et comme nos camarades mineurs sont en grève de l'autre côté des Pyrénées, nous ne sommes pas surpris de ces mouvements de troupes.

Le plébiscite se défend contre la rapacité de la bourgeoisie, qui veut le réduire à l'esclavage. Et pendant ce temps, les mères du jour qui se réclament de la Russie rouge, continuent leurs tractations avec les éléments contre-révolutionnaires.

Si la reprise des relations diplomatiques et commerciales avec les puissances capitalistes peut se comprendre — dans une certaine mesure — il sera peut-être plus difficile à nos diplomates révolutionnaires d'expliquer quelles sont les ressources qu'ils espèrent tirer du Vatican.

Quels avantages peut avoir le peuple russe à posséder près du Pape un ambassadeur ? La religion qui fut de tout temps le côté de la réaction, et Rome qui dans toutes les occasions a opposé son obscurantisme, à l'évolution des masses, servira à nouveau à endormir le peuple russe. Le « Saint Père » engagera sans doute le troupeau qui est dominé aujourd'hui par les bergers bolchevistes à écouter les mères et à suivre le gouvernement des Soviets.

Le paysan slave, qui est encore influencé par les idées religieuses, et qui durant des siècles s'est laissé dépouiller par l'empire tsariste, est un terrain propice à exploiter.

Aidé de la croyance en Dieu, et de l'autorité du pape, les communistes, auxquels ne répugnent pas de tels procédés, trouveront une assise plus solide pour leur dictature.

L'on interdit en Russie la publication des œuvres de Proudhon, de Kropotkine, etc., mais l'on va introduire en quantité des Bibles et des Évangiles, « pour le bien du Peuple » sans doute ?

J. C.

ALLEMAGNE

CHEZ LES CHEMINOTS

Dusseldorf, 10 février. — Les groupements des territoires occupés des syndicats libre, chrétien et démocrate des chemins de fer, ont décidé de rompre officiellement toutes leurs attaches avec Berlin et de former trois groupements autonomes.

ANGLETERRE

LA SITUATION INTERNATIONALE

Londres, 10 février. — M. Garvin écrit dans l'Observer, que la reconnaissance sans conditions de la Russie soviétique est une grande chose.

Il préconise l'admission de la Russie et de l'Allemagne, ensemble si possible, dans la Société des Nations.

D'autre part, l'Observer écrit : Le règlement de la question palatine rend plus faciles les relations entre la France et l'Angleterre, et si les manifestations d'amitié de MM. Macdonald et Poincaré se transforment en quelque chose de substantiel, nous pouvons nous attendre que les travaux des comités d'experts se traduisent en effets pratiques.

Comme à Cannes et à Gênes, une occasion est offerte aux Allemands de s'aider eux-mêmes et d'aider les autres. Ce serait de leur part une nouvelle bêtise, que de maudire la perspective de meilleures relations anglo-françaises.

ESPAGNE

POUR LA PETITE PROPRIÉTÉ

Madrid, 8 février. — On annonce que le Directoire étudie une question très intéressante au point de vue social. Il s'agit des contrats d'affermage des terres, contrats qui auraient pour but de favoriser le développement de la petite propriété.

Favoriser la petite propriété, nous savons où cela mène. La confiance que l'on pourrait avoir pour le démocratisme est bien ébranlée. Du reste cette petite propriété grandira, et même si elle restait ce qu'elle est, elle n'en serait pas moins en opposition avec la classe ouvrière.

La Russie qui a donné la terre au paysan, et a détruit les grands domaines nous donne un exemple de ce que l'on peut attendre de la petite propriété.

RUSSIE

IL FAUT LES FOUTRE DEDANS !

Londres, 10 février. — On mande de Moscou, via Riga, 10 février, à l'Agence Reuter : A une réunion du comité exécutif communiste, M. Zimovietz a déclaré qu'il est impérieux de suivre la tactique de Lénine et qu'il faut à tout prix se rapprocher des paysans, voire même si la force est nécessaire, et mettre les manœuvres et les socialistes révolutionnaires en prison. M. Zimovietz prévoyait de graves opérations de « nettoyage » comprenant l'exclusion de l'opposition du parti communiste. Au sujet des discussions qui détruisent l'influence de l'armée rouge et le département d'Etat politique, il a déclaré que si on les laissait persister, elles provoqueraient la destruction totale de l'armée rouge et du département d'Etat politique.

Le comité exécutif a voté une résolution ordonnant aux branches provinciales communistes de cesser toutes querelles et d'observer la discipline de parti la plus stricte. Sacré Zimovietz ! Le nettoyage et la persécution, il n'y a que cela de vrai, n'est-ce pas ?

Quelle différence peut-il y avoir entre ce gouvernement russe qui a tout le monde dedans et celui de Poincaré qui fait coffrer les camarades assez mal élevés pour exprimer toute leur pensée ? Aucune.

PAROLES DE DIPLOMATE

Helsingfors, 10 février. — On mande de Moscou :

Le successeur de Lénine, M. Rykow, a déclaré à un journaliste que son devoir et celui du gouvernement soviétique consiste à poursuivre les buts de la politique de Lénine.

Parlant de la reconnaissance de la Russie par l'Angleterre, il a déclaré qu'il voit dans cette première action politique du gouvernement anglais le désir qu'il a de s'engager dans une nouvelle voie pour pacifier les peuples d'Europe et d'Asie.

« Nos rapports avec l'Allemagne, a-t-il déclaré encore, ont fait des progrès satisfaisants pour les deux contractants depuis le traité de Rapallo ; j'espère qu'ils en feront encore. »

En lisant les autres...

« La machine à perdre le temps »

Qu'est-ce que cela ? La « machine à perdre le temps », c'est le Parlement. Bonne définition. Elle est de Léon Daudet. Cette canaille ne manque pas d'esprit. Ah ! s'il avait autant de conscience que de talent !

Mais, cette « machine à perdre le temps », au lieu de la mépriser comme font les anarchistes, le monstre royal en joue comme les collègues. Et cette autre fripouille d'Emile Buré, dans l'Eclair, nous dit son admiration pour le procédé :

Pour le directeur de l'« Action française », pour l'auteur de « Moloch et Minerve », le Parlement est « une machine à perdre le temps » et on conçoit qu'il s'acharne à justifier la définition qu'il en a donnée. Au moins, lui, il est logique, et il est loyal. Il tient la promesse faite à ses amis et il ne cache pas ses intentions à ses adversaires. « Il est bon et utile d'être du Parlement », écrit-il, dans le livre cité plus haut, précisément pour faire la démonstration du vide de cette institution non du dehors, mais du dedans. Le jour où une trentaine de camélots du roi surgissent à la Chambre des Députés, sera un jour vraiment national, un jour à marquer d'une pierre blanche : le parlementarisme démocratique aura vécu. Ce sera une forme de cheval de Troie. On ne saurait être ni plus net ni plus franc. Léon Daudet, tout comme les communistes, d'ailleurs, ne cherche qu'à déconsidérer le Parlement pour l'annuler plus sûrement et plus aisément. Il sait qu'il est naturellement bavard et il flète son péché mission pour que chacun s'écarte de lui avec horreur et pour qu'il l'ait ainsi entièrement à sa merci quand l'heure du sacrifice aura sonné.

Oui, mais, tout comme les communistes, aussi, les royalistes ne veulent atteindre l'autorité du Parlement que pour la remplacer par une autre autorité : la dictature.

Pour Goldsky

Toujours sur la brèche pour défendre les victimes de l'injustice bourgeoise notre grande amie Séverine élève la voix pour Goldsky :

Le crime que la justice militaire lui attribua en pleine guerre, le « crime de lèse-patrie », paraissait aux belligères être l'ennemi d'avantage que l'Allemand — ce crime consista surtout en une collaboration à une feuille dont la commandite initiale eût été suspecte.

Si tous ceux qui ont écrit dans des journaux dont les capitaux étaient d'origine douteuse étaient passibles des travaux forcés, il y aurait vraiment du monde au bagne ! J'ai connu, pour ma part, dans la plus grande presse, des « manœuvres » sur lesquels il n'était guère possible de se faire illusion. Ils fournissaient à l'écriture la possibilité d'exprimer ses idées... on ne tenait pas plus compte de leur valeur morale que de la matière d'un mur sur lequel on appose une affiche ou une proclamation.

Parfois, lorsqu'il s'agissait de détourner l'attention publique de quelque affaire trouble — sérieuse, celle-là ! — on happait les moins argentés et les moins biens en cour. Les plus considérables, « persona grata », continuaient de prospérer et de monter en grade dans la Légion d'honneur. Surtout s'ils avaient cette saignée d'argent à leur disposition commerciale, sans incursion imprudente dans la politique.

Alors, comment ne pas poursuivre la révision du procès de Goldsky, pauvre diable de rédacteur, qui pouvait parfaitement ignorer les agissements de Duval ?

Mais, sans même attendre la révision, Goldsky, condamné pour des faits essentiellement d'ordre politique, demandait à être traité en conséquence.

On le lui a refusé. Plutôt que de continuer à subir un tel supplice, il préfère jouer le tout pour le tout, risquer sa vie.

C'est d'une belle cranerie, chez cet infortuné, miné par sept ans de captivité et qui renonce à tout, à brève échéance — sans le courage et l'honneur de s'en ficher, comme fit l'Angleterre pour le maire de Cork ? Ou va-t-on tenter de le nourrir de force, comme volaille à l'engrais ?

Ce serait une telle honte qu'on ne peut l'admettre ! Une République qui compromettrait le crime d'empêcher Jeanne Morand d'aller veiller l'agonie de sa mère et d'obliger Goldsky de se suicider, serait-elle pour la dictature et l'indigne du dévouement des républicains.

Dans le Rappel, Edmond du Mesnil, lui aussi, crie : « Justice ! »

Vrai ! je ne comprends pas, ou je comprends trop, les tergiversations de la Chancellerie dans l'affaire Goldsky.

Sur Goldsky, j'ai dit depuis longtemps mon opinion formelle.

Je le crois innocent du crime pour lequel il a été condamné. Et je suis qu'une noble et haute conscience en est troublée.

Une procédure de révision s'imposait. Dans tous les cas, il fallait prendre une décision et la signifier au prisonnier. Or, il a été sans cesse tenu dans l'indécision, et il a subi — après tant d'autres — cette torture morale d'être constamment dans une alternative d'espoir et de désespoir.

Pour lui opposer « momentanément » une fin de non-recevoir, on a consulté des Conseils de cabinet, des Conseils de ministres, des Commissions spéciales, en invoquant des raisons politiques, des questions d'opportunité, des arguments de casuistique, bref, tous les mauvais prétextes contre le droit et l'équité.

Il a résolu de faire la grève de la faim. Tel que je le connais, sa résolution est farouche. Il ira jusqu'au bout.

Et l'affaire Goldsky, qui est déjà une erreur judiciaire, se complique odieusement du meurtre d'un innocent.

Il est impossible que le Garde des Sceaux ne sorte pas de ses incertitudes et persiste dans son indécision.

Honneur à ceux qui savent, comme Edmond du Mesnil, placer leur cœur au-dessus des querelles de parti.

Pendant ce temps, Gustave Hervé ne dit mot. Va-t-il laisser assassiner son ancien compagnon de la Guerre Sociale ? Est-il à ce point devenu le larbin de Millerand qu'il soit prêt à se faire le complice des bourreaux qui torturent la chair de Jean Goldsky ?

DANS LA SEINE

ET TOUJOURS LE REVOLVER !

A 15 h. 15, hier, Louis Rivière, 33 ans, 110, rue d'Angoulême, a tiré trois coups de revolver dans la direction d'un logement voisin occupé par Mme Céline Lagrange, son fils et son ami, M. Boulanger.

Mme Lagrange, 48 ans, boulonnière, a été atteinte par une balle dans la région thoracique.

Le meurtrier, arrêté par M. Evrard, commissaire de police du quartier Saint-Ambroise, a été envoyé au dépôt. Une enquête est ouverte.

Quelle mouche pique donc tous ces gens qui ne peuvent résoudre leurs différents que par le revolver ?

La guerre n'a donc pas fait couler assez de sang ?

UNE AFFAIRE D'ESPIONNAGE

Décidément, malgré toutes les protestations de bonne foi des promoteurs de paix les choses n'ont pas l'air d'aller mieux et voici qu'aujourd'hui on découvre une mirifique affaire d'espionnage. Oyez plutôt l'histoire telle que la conte « l'opinion publique » : « Un dessinateur de la maison de construction d'avions Nieuport fit, certain jour, la connaissance d'un gentleman qui, par la suite, lui demanda les « bleus » d'un nouveau moteur en essais. Le dessinateur avertit ses chefs mais resta en relations avec l'homme élégant, lequel, vraiment imprudent, lui avait confié qu'il avait des amis chez Bréguet et qu'il était bien servi par ceux-ci. La Sûreté générale, après une enquête minutieuse, arrêta, à la sortie même des usines Bréguet, le nommé Thivat, ingénieur, et non correcteur, comme on l'a dit par erreur, demeurant 68, rue Mouffetard, et sa maîtresse, Mlle Kurtz, habitant 71, rue Legendre. Aux domiciles de l'ingénieur et de sa maîtresse, on trouva de nombreux « documents ». Chez une dizaine de complices, tous étrangers, on découvrit également des pièces intéressantes. »

Voilà de singuliers espions qui conservent chez eux des documents au lieu de les photographier et de les remettre en place comme il est de coutume, et qui prennent si peu de précautions pour faire de nouvelles connaissances !

Bien entendu, le juge d'instruction a ordonné plusieurs perquisitions et déjà la grande presse annonce que l'affaire va prendre une importance, mais une importance...

Enfin nous revoici aux « beaux temps » des espions. Les patriotes doivent se froter les mains...

ENCORE UN DRAME PASSIONNEL !

Il y avait longtemps que le revolver n'avait fait parler de lui.

Vers 19 heures, René Mathieu, 26 ans, marchand de vins, 19, Boulevard Albert-Lévy, à Nogent-sur-Marne, a été tué de deux coups de revolver dans son débit, où se trouvaient sa maîtresse, Mme Favre, qui avait abandonné le domicile conjugal, et le mari de celle-ci.

Mme Favre s'accuse d'avoir tué son amant pour protéger son mari.

Mais le début de l'enquête ouverte par M. Maugant, commissaire de police de Nogent, donnerait à penser que l'amant aurait été tué par le mari.

Le mari, lui, nie avoir tué. Quoi qu'il en soit, l'épouse infidèle et le mari trompé ont été gardés à la disposition de la « justice ».

Quand donc tous ces « cocus » et toutes ces femmes nerveuses deviendront-ils, les uns et les autres, assez raisonnables pour ne pas se faire de bobo ?

A TRAVERS LE PAYS

SOUS LE REGIME CHERON

Bordeaux, 10 février. — Un arrêté du préfet de la Gironde a fixé à 1 fr. 30 le prix maximum du kilogramme de pain dans le département, à partir d'aujourd'hui.

1 fr. 25, ce n'était pas suffisant. Aussi, petit à petit, dans toute la France, on augmente encore le prix du pain.

Où allons-nous ?

POUR LA PROCHAINE DERNIERE

Toulon, 10 février. — Des expériences de réglage de tir à la mer ont eu lieu aujourd'hui par télémétrie optique, avec le concours de quatorze hydravions appartenant au centre de Saint-Raphaël. Le capitaine Gervais, chef d'escadron de l'armée du Rhin, délégué par le ministère de la guerre pour procéder prochainement à de nouveaux exercices d'amerrissage avec le concours du cuirassé « Lorraine », assistait à ces essais.

La France, comme on sait, est le pays le plus pacifique du monde entier et c'est pourquoi elle s'adonne, de temps à autre, à ces petits exercices qui peuvent être considérés comme la préparation de la prochaine, celle qui nous donnera la victoire, la vraie, celle-là.

LES FOUS D'AMOUR !

Amiens, 10 février. — Le tribunal correctionnel de Péronne a condamné à un an de prison Gillard Arthur, artificier à Pressoir (Somme), pour avoir tenté d'assassiner Mme veuve Devillepoix, boulangère à Chaulne, qui l'avait éconduit.

Gillard avait jeté une grenade dans la voiture de Mme Devillepoix, mais l'engin ayant explosé prématurément, il fut mutilé et perdit un œil. C'est à sa sortie de l'hôpital qu'il a comparu devant le tribunal correctionnel.

Encore un qui aurait mieux fait de rester tranquille !

DERNIERE HEURE

JEAN GOLDSKY persiste dans la lutte

Ce matin, à 0 h. 50, nous avons reçu la visite des frères de Jean Goldsky.

L'un d'eux était parti à Troyes, pour voir celui qui, depuis neuf jours, fait la grève de la faim dans des circonstances tragiques et combien douloureuses.

ARRIVE AVANT-HIER SOIR A TROYES, VERS NEUF HEURES, LE FRERE DE JEAN GOLDSKY, MALGRE LES MULTIPLES DEMARCHES QU'IL FIT A LA PREFECTURE POUR OBTENIR L'AUTORISATION DE SE RENDRE AU CHEVET DU FRERE MALADE, NE PUT LE VOIR QU'HIER SOIR APRES SIX HEURES ET SOUS LA SURVEILLANCE DU COMMISSAIRE DE POLICE DE TROYES !

Jean Goldsky, très affaibli, persiste, avec une ténacité farouche, dans la voie douloureuse où il s'est engagé.

Il a écrit au préfet pour demander de ne plus être considéré comme malade, mais COMME DETENU ET IL DESIRE QUITTER L'HOPITAL POUR REINTEGRER LA PRISON OU IL CONTINUE A REFUSER TOUT ALIMENT.

JEAN GOLDSKY VEUT MOURIR OU OBTENIR SON DROIT.

Devant la résolution de cet homme dont la santé, minée par sept longues années de détention, s'aggrave d'heure en heure, l'Administration, qui n'hésite pas, en pareil cas, à employer la sonde contre les grévistes de la faim, laisse tranquillement, froidement se consumer cet INNOCENT dont la condamnation fut une de ces iniquités dont tous les hommes de cœur ne pourront perdre le souvenir.

Nous posons, une fois encore cette question :

LE GOUVERNEMENT A-T-IL L'INTENTION DE FAIRE MOURIR GOLDSKY ? LE GOUVERNEMENT VEUT-IL ASSASSINER CE MALHEUREUX, VICTIME DES CAMPAGNES ABOMINABLES DE LEON DAUDET ?

ET QU'ATTENDENT LES HONNETES GENS DE TOUS LES PARTIS POUR AGIR ?

Le Drapeau Noir

par Tony RÉVILLON

DEUXIEME PARTIE

Mourir en combattant

XIV

LA BARRICADE

Au moment où ils tournaient la rue, une épouvantable fusillade éclata sur la barricade. Les débris se couvrirent de soldats sans que les ouvriers songeassent à reculer. Au contraire, des deux côtés, la masse des combattants s'accroissait de minute en minute. Ceux qui tombaient se relevaient pour lutter encore. Les baïonnettes trouaient les poitrines ; les barres de fer brisaient les crânes et les épaules ; le sang coulait sur les visages ; les mains noires se cramponnaient aux vêtements. Chacun avait ses morts à venger, sa vie à défendre, sa haine à assouvir. C'était le combat de la dernière heure, furieux, sans pitié ni merci. Sylvain, debout sur une hauteur de pavés, se baissait et se relevait avec la régularité d'une force en mouvement, et chaque fois que ses bras nous brandissaient une pierre, un soldat tom-

bait écrasé. Renversé, percé de baïonnettes, il remuait encore des pavés avec ses pieds et ses mains. François Lutiger mourut en tenant le drapeau. Le cri : *Vive la République !* qu'il jeta fut le dernier qu'on entendit sur la barricade. Ensuite les commandements des officiers dominèrent seuls la plainte des blessés et le râle des mourants.

XV

LA CASERNE DU BON-PASTEUR

Victor, entraîné par Cortez, se retournait à chaque pas.

— C'est lâche, ce que nous faisons, disait-il, oui, lâche !

— Laissez-moi donc tranquille, disait Cortez. Vous savez aussi bien que moi que le premier devoir du soldat n'est pas de risquer sa peau, mais d'obéir. Du reste, rassurez-vous : ce n'est que partie remise. La danse ne fait que commencer. Si vous ne vous battez pas aujourd'hui, vous vous battez demain. Dépêchons-nous, le comité vous attend.

— Mémé, dit Victor à la fillette, le pêcheur qui m'a fait passer le Rhône m'attend à Saint-Clair. Tu le trouveras dans sa barque, derrière le troisième grand bateau de blanchisseuse, à partir de la place en remontant. Il est payé et prévenu. Il te conduira jusqu'à la porte de ma mère.

— Me ramènera-t-il à Lyon ?

— Oui, et ce soir je t'attendrai chez ma tante Fournier, à moins qu'il ne me soit impossible d'y revenir.

— Bien, dit Mémé, le temps d'embrasser Bon, de le recommander à M. Lagoutte, et je pars.

— Plus vite ! disait Cortez.

Deux hommes qui les suivaient à distance

Devant la caserne du Bon-Pasteur, au-dessus du Jardin-des-Plantes, Cortez s'arrêta brusquement et se mit à siffler. Les deux hommes se rapprochèrent.

— Qu'y a-t-il donc ? demanda Victor à son compagnon.

— Au même instant, il fut saisi par deux des hommes, renversé, garrotté. Des yeux il chercha Cortez, l'aperçut sur le seuil de la caserne.

— A moi ! cria-t-il.

— Cortez, sans répondre, entra dans la cour du Bon-Pasteur, se fit conduire auprès du commandant.

— Monsieur, dit-il, voici un ordre de M. le préfet du Rhône et un autre de M. le lieutenant-général commandant la division. Vous voudrez bien recevoir le prisonnier qu'on va vous amener.

Le commandant le regarda de travers : J'ai foutre bien d'autres chiens à fouetter que de garder un prisonnier ! Vous me laissez ces ordres, ajouta-t-il.

Cortez s'inclina, et, tirant un troisième papier de sa poche, il le tendit à l'officier.

De M. le ministre de l'intérieur. En attendant ce jeune homme, il s'agit moins de le punir que de le préserver. On craint qu'il ne fasse quelque sottise. M. le ministre a fait enverner lui comme un père de famille avec son fils du temps des lettres de cachet.

— C'est bien, monsieur. J'obéirai.

Cortez sortit aussitôt. Il s'effaça derrière un groupe de soldats pendant qu'on introduisait Victor dans la cour. Puis il partit en courant, se dirigea vers le point du quai où Mémé devait s'embarquer. Il y arriva en même temps qu'elle.

— Victor vient d'être arrêté. Il est prisonnier à la caserne du Bon-Pasteur. Dites cela à sa mère, en ajoutant que la nouvelle

vient de moi. Dites-lui encore que son fils en prison est à l'abri de tout danger.

Mémé fixait sur Cortez ses yeux brillants.

Comment M. Victor a-t-il été arrêté ? Pourquoi ? Vous ne l'avez donc pas défendu ?

— J'ai fait ce que j'ai pu. Nous étions deux contre dix. C'est un miracle que j'ai pu m'échapper.

Mémé l'écoulaït pensive. Quand il eut fini, elle entra dans le bateau.

— Bon voyage ! lui cria-t-il.

Elle attendit qu'il se fût éloigné, et, se tournant vers le pêcheur :

— Arrêtez ! dit-elle. C'est vous qui irez trouver Mme Fabry. Moi, je ne pars plus.

A la nuit, les soldats qui avaient emporté la barricade de la Grande-Côte recurent l'ordre d'abandonner leur position et de rejoindre leurs corps aux Terreaux. La Grande-Côte était un point trop avancé pour qu'on en risquât l'occupation au milieu de la population ouvrière en armes.

Dès que les soldats furent partis, les défenseurs des barricades voisines qui n'avaient pas été attaquées, les habitants du quartier qui ne s'étaient pas battus, les femmes, vinrent relever les blessés et les morts. Les blessés étaient en petit nombre ; on les transporta à l'ambulance de la maison de la République. Les morts furent déposés dans une boutique abandonnée, en attendant qu'on pût les ensevelir. Il y avait là des veuves et des orphelins qui jetaient des cris déchirants sans que personne songeât à les consoler. Le feu ardent des guerres civiles brûlait les larmes dans les yeux. La veuve de Sylvain voulait qu'on portât le cadavre de son mari auprès de celui de son fils. Elle ne plus ne pleurait pas. Son parti était pris.

— On nous enterrera tous les trois ensemble, disait-elle.

Lorsque Mémé, après un long détour, arriva à la maison de la République, la lugubre besogne était terminée. La plus grande partie de ceux qui l'avaient faite se reposaient et buvaient dans le cabaret de Cazavan. La journée avait été bonne. La victoire de l'armée sur la place des Jacobins et dans les rues qui avoisinent la Préfecture ne prouvait rien. La Croix-Rouge avait repoussé deux attaques. Les ouvriers occupaient toutes les hauteurs au delà de la Saône. Vaise et la Guillotière se levaient le lendemain. Enfin, la grande place de l'insurrection, aux Cordeliers, demeurait intacte. Les soldats n'étaient pas venus au peuple. Eh bien ! on battrait les soldats. L'armée désempée ne tiendrait pas longtemps contre la ville entière. L'espérance de la victoire inspirait des résolutions hardies aux plus braves, et donnait du courage aux autres.

Mémé ne s'arrêta que peu d'instantes auprès de Mme Fournier, descendit chez Cazavan. Elle allait de table en table, parlant vivement, à voix basse, disant chaque fois qu'elle se levait : « A demain ! » Elle causa surtout longuement avec les deux compagnons, le Piémontais et le Viennois. Elle semblait leur reprocher de n'avoir pas encore pris part à la lutte.

Puis-je compter sur vous ? leur dit-elle à la fin.

Et, quand ils eurent répondu oui d'une seule voix, elle leur parla encore. Elle faisait des gestes, désignait du doigt des points comme pour leur indiquer où ils devaient se rendre. Tous deux sortirent. La petite alors quitta le cabaret et remonta chez elle, où elle trouva le père Lagoutte en compagnie de son frère.

(2 suite)

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Les grèves

Mise à l'index. — Les verriers de Dordogne et d'Escaupont qui réclamaient à juste titre 25 % d'augmentation et auxquels les exploiters n'accordaient que 2 francs par jour, se sont mis en grève. Pas un verrier ne doit se diriger sur les deux verreries sus-nommées.

Baleiniers de Paris. — Rendez-vous ce matin à la Bourse du travail.

Monteurs-électriciens. — Aux ouvriers de la maison Devillaine et Rougé se sont joints samedi ceux des principaux chantiers de la maison Faillat et Reinhardt.

Aujourd'hui, réunion le matin à 9 heures et l'après-midi à 14 heures à la Bourse du travail, salle Ferrer. Compte rendu de la délégation.

Le mouvement, bien parti, doit aboutir rapidement d'une façon satisfaisante, grâce à la cohésion et à la solidarité des corporants.

Mardi à 20 h. 30, meeting de toute la corporation, grande salle de la Bourse du travail.

Terrassiers de Saint-Denis. — Ce matin, tous les grévistes de l'entreprise Vandewalle seront à la première heure sur leurs chantiers pour faire la chasse aux renards s'ils se présentent.

Ils se réuniront ensuite à 15 heures, Bourse du travail, rue Suger, à Saint-Denis.

Les revendications

Dans la chaussure. — A travail égal, salaire égal.

A signaler dans la corporation que la maison Chapuzot et Guyot a accepté les revendications des coupeuses qui demandaient le même tarif que les coupeurs.

Il faut que cet exemple soit suivi.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE des Charpentiers en fer de la Seine

Les corporants, monteurs, levageurs, riveurs, forgerons et similaires se sont rassemblés, sur convocation de la Section du Syndicat unique du Bâtiment.

Ils ont pris plusieurs décisions très importantes qui suivent :

Le conseil de section est approuvé sous réserves pour l'action faîte en ce qui concerne le recrutement syndical, l'unité syndicaliste, les revendications ouvrières.

Mandat est donné au conseil technique pour qu'une action immédiate soit entreprise sur tous les chantiers, à cet effet un secrétaire adjoint est désigné pour seconder le secrétaire dans sa besogne.

D'autre part, l'assemblée générale a été déclarée à l'unanimité en accord avec le syndicalisme, fédéralisme et révolutionnaire, exprimé par le S.M.B. et la vieille Fédération du Bâtiment.

A l'unanimité l'assemblée générale confirme toutes les décisions prises par le Syndicat des Charpentiers en fer en 1910, 1911 et 1915 en ce qui concerne les infamies colportées contre notre vieux camarade Boudoux, comme il y a 14 ans, elle lui rend une nouvelle et toute sa confiance et donne mandat au conseil, au bureau, d'intervenir dans la presse quand cela sera nécessaire.

A noter que l'A.G., interprète fidèle de la corporation, a désigné à l'unanimité le camarade Boudoux comme secrétaire adjoint de la section. C'est une réponse et il en viendra d'autres, tout arrive à point à qui sait attendre.

Notons en passant que la salle besogne politique n'a aucune prise dans notre corporation, aussi l'avenir peut être regardé avec confiance, à condition que tous les militants agissent avec ardeur dans leurs chantiers et soient les propagandistes quotidiens et acharnés du syndicalisme révolutionnaire.

Compagnons de toutes les spécialités de la charpente en fer, préparez-vous à l'action, et tous au syndicat.

Baptiste VALLET.

Secrétaire de la Section des Charpentiers en fer, Syndicat unique du Bâtiment et des Travaux Publics de la Seine.

Manœuvres communistes

Hier matin avait lieu la réunion de la section de la maçonnerie-pierre, à la Bourse du travail. Syndicalistes et communistes étaient présents. Trois ou quatre orateurs prirent la parole pour défendre leur point de vue. Les uns se réclamant du syndicalisme pur, les autres faisant de la politique.

A 11 heures, la discussion était close et l'on présentait au vote la motion du bureau. Une cinquantaine de copains lèvent la main, mais le président trouve le moyen de n'en compter qu'une quarantaine. Puis c'est la mise aux voix de la motion présentée par la minorité. Là moins nombreux que les copains ne l'étaient auparavant, sont ceux qui lèvent la main. Mais le président les compte par dizaines et nos camarades sont forcément battus.

La motion présentée par la minorité de la section maintenant majoritaire, déclare bien qu'ils veulent se retirer du Syndicat unique du bâtiment et de la fédération, pour rester à la C.G.T.U. Et tout cela pour former une nouvelle chambre syndicale de la Maçonnerie-Pierre.

Et dire qu'il y a huit jours c'était nos camarades qui étaient traités de scissionnistes !

Voilà les résultats de la politique dans le syndicalisme...

Dans la Chaussure

Les militants du syndicat de la chaussure ont été grandement réconfortés de voir samedi la grande salle de la Bourse du travail pleine de travailleurs de la chaussure, ce qu'ils n'avaient pas vu depuis 4 ans.

Il faut noter que les salaires ont généralement baissé depuis deux ans et il était facile à prévoir que les ouvriers de la corporation seraient les premiers à tenter la

nécessité de mettre les salaires en harmonie avec l'augmentation du coût de la vie.

Un des secrétaires démontra, chiffres en mains, qu'un salaire de 30 francs l'an passé devrait être porté à 40 francs pour garder la même valeur d'achat. Il marqua que le rajustement des salaires ne serait fait que dans la mesure où le syndicat se sentirait fort de la confiance des travailleurs de la chaussure.

Le camarade Reynaud, de l'Union des Syndicats, exposa les responsabilités des classes dirigeantes dans la situation économique actuelle et fit heureusement comprendre la nécessité d'être organisés pour être forts. Différents camarades exposèrent leur point de vue pour réaliser pratiquement les augmentations de salaires et un ordre du jour fut unanimement approuvé marquant la confiance à l'organisation afin de mener à bien la lutte pour l'augmentation des salaires, marquant également la volonté de se conformer aux décisions d'action du syndicat.

DANS L'AMEUBLEMENT

Un bel exemple de solidarité à la maison Bergiroux (Vincennes)

Récemment un camarade vernisseur, après trois semaines d'incapacité de travail venant pour reprendre sa place se vit congédier. Des camarades voyant cette façon d'agir demandèrent aux patrons des explications. Comme prétexte, il leur fut répondu qu'il n'y avait plus de place et finalement que son travail était mal fait. Connaissant les difficultés dans ce genre de métier, les ouvriers et ouvrières jugèrent qu'après six mois dans une maison, les reproches étaient un peu tardifs. Ils décidèrent de cesser le travail. Devant cette attitude énergique les patrons revinrent sur leur décision et le lendemain le camarade put reprendre son travail.

Bravo, camarades vernisseurs, et que cet exemple puisse être suivi !

A SAINT-DENIS

Contre la jaunisse

Et dire que M. Vandervalle, pour ne pas dire M. Loucheur (auquel il sert d'homme de paille), n'a pas réussi dans ses deux projets !

Le 1^{er} échec est celui-ci : nos braves camarades cheminots se sont refusés à décharger les wagons de son entreprise ; c'est là, messieurs les patrons, outre une solidarité intercorporative, une solidarité internationale, car la majorité de nos camarades cheminots sont de nationalité étrangère.

Le 2^e échec est que M. Coignet n'a pas obtenu plus de succès malgré qu'il envoie en son nom les lettres d'embauche, pour briser la grève au profit de son crapule de confrère, et aussi dans son propre intérêt. Mais aucun camarade de Saint-Denis ne se permettra d'envoyer ce mouvement si légitime. Plus que jamais, messieurs les patrons, les hommes que vous exploitez honteusement sont décidés à la lutte, et vous capitulerez, parce que nos camarades veulent vivre et non crever de faim en travaillant.

Aux camarades de l'entreprise : Soyez à 6 h. 30 à la porte de vos chantiers pour empêcher de rentrer la jaunisse s'il y en a. Aujourd'hui, lundi, à 8 heures du matin, rendez-vous à la Bourse du travail de Saint-Denis, pour décider de l'action à mener.

Léon LACROISILLE.

CONGRÈS INTERDÉPARTEMENTAL de la Minorité du Nord et du Pas-de-Calais

Comme suite au précédent article paru dans le *Libertaire* et l'*Egalité*, ce congrès aura lieu le 17 février 1924, et tiendra ses assises de 9 heures du matin à 3 heures de l'après-midi, dans la salle du Galion, rue de l'Arc, à Lille.

Ouvriers, militants, que vous soyez ou ne soyez pas autonomistes, venez nombreux à ces assises du syndicalisme libre, où des méthodes de travail pratique de la minorité y seront discutées, en s'inspirant de cette phrase si logique : « La politique divise et tue, le syndicalisme unit et crée ».

N.B. — La rue de l'Arc se trouve derrière le Palais d'Été, à 10 minutes de la gare, ou bien prendre, à la sortie de cette dernière, les tramways H.B.-I.-M. jusqu'à l'arrêt (rue Hôpital-Militaire).

Ecrire à Sénat Albert, rue des Pénitents 3 bis, Lille.

FAITES DES ABONNÉS au "Libertaire"

Découpez le placard ci-contre et faites-le remplir par un camarade

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an..... 64 fr.	Un an..... 96 fr.
Six mois..... 32 fr.	Six mois..... 48 fr.
Trois mois..... 16 fr.	Trois mois..... 24 fr.

Chèque postal : Ferandel 586-65

De préférence utilisez notre Compte Chèque Postal Ferandel n° 586-65 Paris. Vos frais d'envoi de fonds ne s'élèveront qu'à 0 fr. 25 — aucun risque de perte.

CHEZ LES HOSPITALIERS

La situation des malades

Laissons la parole aux ouvriers parisiens :

Nous pouvons voir dans le *Bulletin Municipal officiel* du 4 février dernier, que le Conseil municipal a décidé que les frais d'hospitalisation seraient augmentés. D'ailleurs, l'on paie 20 francs par jour en médecine, et 22 francs en chirurgie ou dans les salles d'accouchement.

Ceux qui paient si cher seront-ils au moins bien soignés, et auront-ils une meilleure nourriture ? C'est à espérer, car, jusqu'à ce jour, les malades et les blessés ont pu se plaindre à juste raison de la situation qui leur est faite par une administration qui a trouvé le moyen d'économiser 43 millions.

Lors de la formation de notre Section Unitaire des Hospitaliers, nous avions pensé que, tout en défendant des intérêts corporatifs de nos camarades hospitaliers, il était également de notre devoir, par suite de notre situation spéciale, de penser à toutes les victimes de la société bourgeoise, comme les malades ou les accidentés du travail obligés de recourir aux soins des hôpitaux.

Souvent, nous nous sommes plaints en haut lieu du peu d'empressement mis par l'Administration à donner une solution aux réclamations formulées et par les malades et par le personnel hospitalier.

Si nous protestons par la voie de la presse, l'Administration révoque et frappe nos camarades de mesures disciplinaires ; par contre, lorsque nous nous adressons directement à elle, elle promet beaucoup, mais les malades attendent toujours le résultat de ses enquêtes.

Aussi, devant cette attitude, nous croyons qu'une rubrique placée dans nos journaux sur la situation des hôpitaux serait opportune et, pour cela, nous nous adressons à tous les ouvriers qui rentrent dans les hôpitaux, et à leurs familles qui viennent les visiter, pour nous rendre compte de ce qu'ils peuvent y remarquer.

Nous commençons aujourd'hui par Brévannes :

Si nous jetons un coup d'œil sur le rapport de la cinquième commission au Conseil municipal, nous pouvons voir dans le chapitre « Économies-Viande », que l'Administration a pratiqué certaines réformes permettant de donner aux malades une nourriture plus appétissante : ces rapports disent même que l'on donne parfois du lapin, et que les malades soumis au régime des tuberculeux ont de la suralimentation. Avec de semblables rapports, on comprend que le Conseil municipal donne à M. Mourier toute latitude pour continuer ainsi.

Mais, à côté du rapport de la cinquième commission, voyons ce que les malades de Brévannes viennent de nous envoyer en date du 6 janvier :

Brévannes, le 6 janvier 1924.

Les Malades du Sanatorium de Brévannes, à M. Danès, secrétaire de la Section des Hospitaliers :

Monsieur,

Devant la mauvaise volonté persistante de la Direction, à qui nous nous sommes plaints à maintes reprises de la nourriture peu substantielle qui nous est servie, nous nous permettons de vous adresser notre requête.

Tous les malades du Sanatorium vous diront que, non seulement il n'est pas pratiqué ici de suralimentation, mais encore que la nourriture est notoirement insuffisante.

Nous nous indiquerons, à titre d'exemple, que le menu de la semaine dernière a comporté, à six repas consécutifs, du bœuf bouilli ; il nous est fréquemment servi des repas sans viande, comprenant en tout et pour tout des pommes de terre et de la salade. Les légumes sont en général immangeables. Ceci pour vous donner un aperçu des faits, non pas exceptionnels, mais quotidiens.

Il est à remarquer que, lors des visites de M. Mourier le menu servi ne présentait aucune analogie avec la nourriture qui nous est allouée habituellement. Il était ces jours-là bien supérieur, ce qui nous donne à penser qu'il y a faute de la Direction de l'Établissement.

Le personnel médical et hospitalier qui a eu souvent l'occasion de constater cet état de choses, pourra vous confirmer nos dires, et vous assurer qu'ils n'ont rien d'exagéré.

Nous espérons, Monsieur, que vous voudrez bien entendre notre prière, et vous employer à nous faire obtenir satisfaction dans la mesure du possible.

Dans cette attente recevez, Monsieur le

BULLETIN D'ABONNEMENT

Camarade administrateur du « Libertaire » 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e)

Ci-joint veuillez trouver (ou bien)

Je vous adresse ce jour d'autre part la

somme de.....

en mandat-poste (ou carte) ou chèque

postal pour un abonnement de..... mois.

NOM et PRENOMS.....

PROFESSION.....

ADRESSE.....

DÉPARTEMENT.....

Secrétaire, avec nos remerciements anticipés, l'assurance de notre profonde estime.

Les Malades Tuberculeux en traitement au Sanatorium de Brévannes.

Suivent deux cents signatures.

D'autre part, l'Administration tend de plus en plus à supprimer du personnel hospitalier, et nous déclinons quant à nous toute responsabilité si les malades ne reçoivent pas les soins à temps. Nous avons souvent signalé par la presse que des malades, faute de surveillance, s'étaient suicidés. L'autre jour encore, à Bicêtre, où l'on vient de supprimer du personnel, un malade âgé est sorti de la salle en pleine nuit, et par une température de trois degrés au-dessous de zéro, et s'est promené pieds nus et en chemise à travers tout l'établissement. Ce n'est qu'après quelques heures qu'on a pu le retrouver.

Le public parisien peut voir par là que, lorsque M. Mourier réalise quarante-trois millions d'économies, nous ne nous trompons pas en disant qu'il les fait sur le dos des malades et du personnel hospitalier.

Aussi nous comptons que les ouvriers qui se font soigner dans nos hôpitaux auront à cœur de signaler à la Section des Hospitaliers, 33, rue de la Grange-aux-Belles, toutes les plaintes qu'ils auront à faire concernant l'Administration des Hôpitaux.

DANES.

Les salaires des linotypistes parisiens

Le nouveau tarif linotypiste doit être appliqué à partir d'aujourd'hui lundi 11 février.

Nos camarades unitaires se joindront partout aux camarades confédérés et prendront en commun toutes décisions.

Permanent :

Jusqu'à midi, 9, rue de Savoie.

L'après-midi, chez Vignon, 125, rue Montmartre, à partir de 15 heures.

Le C. S. Unitaire du Livre.

JEUNESSE SYNDICALISTE DES MÉTAUX

Métayer se met en colère

Savez-vous pourquoi Métayer se met en colère ? Parce que dans un précédent *Libertaire*, notre camarade Tiblémont osa proclamer une vérité, que Métayer s'y connaissait pour élargir à la caisse de chômage (d'ailleurs il s'en est vanté un certain moment dans le 14^e). Aussi des injures, des menaces de dictature vis-à-vis de la jeunesse étaient adressées à notre camarade.

Malgré ces menaces, qu'ils sachent, lui et ses acolytes, les champions de la subordination aux métaux, que la Jeunesse des Métaux n'est pas disposée à se laisser domestiquer, qu'ils sachent également que nous ne sommes pas disposés à laisser frapper un de nos camarades sans y répondre. Le très religieux Métayer voudrait-il se dresser en directeur de conscience, depuis qu'il a changé de religion, depuis qu'il a remplacé les 7 commandements par les 21 conditions, puisqu'en 1919, le dimanche, il ne savait que distribuer *Le Pèlerin* à l'église de Montrouge. Cet as du noyautage, en 1919 et 1920 n'aurait la police sans doute ! puisqu'on ne le voyait dans les bistrot du 14^e, jamais en autre compagnie qu'en celle d'un brigadier des flics comme partenaire pour jouer à la belotte ou au billard. Pour cette fois nous pensons que cela suffira, mais à bon entendeur salut pour le conseil de la jeunesse.

DAUSSOT.

LES ÉLECTRICIENS DU BATIMENT

Venez en masse à la

Grande Réunion Corporative

qui aura lieu MARDI 12 FÉVRIER à 20 heures 30, Salle Ferrer, Bourse du Travail, 3 rue du Château-d'Eau.

Vous y trouverez des journaux corporatifs.

TOUS A LA RÉUNION !

Le Conseil syndical.

Communiqués Syndicaux

Cheminots Paris-Etat R.D. — Devant la situation actuelle du mouvement syndical, il est de toute urgence d'organiser la minorité. Donc, tous les cheminots minoritaires du Syndicat de Paris-Etat Rive Droite sont invités à assister à la réunion de la Minorité qui aura lieu le mardi 12 février, à 18 h. 30, 172, rue Legendre (17^e).

Machinistes et Accessoires de Paris. — Commission de contrôle à 18 heures précises, bureau 30, 3^e étage.

Métallurgistes autonomes. — Réunion du Conseil syndical vendredi 16 février, à la Bourse du Travail. Des précisions seront données ultérieurement.

Comité intersyndical du 14^e. — Réunion ce soir, à 20 heures 30, 2, rue Saint-Bernard. Préparation de l'assemblée générale ; Nomination du Bureau.

La présence de tous est indispensable.

Comité intersyndical des Cimetières. — Aujourd'hui, à 17 heures, salle Gruet, 50, rue du Montparnasse. Réunion intercorporative des ouvriers du cimetière Montparnasse.

Jeunesse syndicaliste des 5^e et 6^e. — Tous les camarades jeunes et vieux sont cordialement invités à la causerie qui aura lieu le mercredi 13 février, à 20 h. 30, 6, rue Lanneau (5^e).

Sujet traité : « Du Syndicalisme à l'Homme libre », par Louis Rimbault.

Quelques nos camarades n'ont pas répondu

très nombreux à notre appel pour la réunion

du 6 février, celle-ci fut très réussie, malgré

la contradiction qui fut apportée par les com-

munistes.

DANS LE S. U. B.

CIMENTIERS ET MACONS D'ART. — Réunion du Conseil ce soir, à 18 heures, Bureau 23. Présence indispensable.

JEUNESSE SYNDICALISTE DU BATIMENT, à 20 h. 30, bureaux 13 et 14 ; Causerie par le camarade Salvator. Présence indispensable.

SERRURIERS : Conseil de la Section à 18 h., bureau 15.

ORNEANISTES : Assemblée générale mardi 12 février, à 18 heures, Bourse du Travail.

La Vie de l'Union Anarchiste

Paris et Banlieue

FÉDÉRATION ANARCHISTE DE LA RÉGION PARISIENNE

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

Vendredi 15 février, à 20 h. 30, 49 rue de Bretagne, réunion générale des anarchistes de la région.

ORDRE DU JOUR

La campagne pour l'amnistie : Meetings et Manifestations ;

Propagande générale de la Fédération ; Discussion sur le *Libertaire*.

Opportunité d'un Congrès.

Groupe du 11^e. — Jeudi 14, boulevard Voltaire 195, au « Rendez-vous des Cochers », salle du premier étage (métro : Nation) : Causerie par le camarade Teddy Fraisse, sur « Les Anarchistes et la femme ». Appel aux amis sympathiques.

Groupe du 12^e. — Ce soir, à 21 heures : Causerie par le camarade Eugène Grégoire, sur « Les Droits de la femme et la reproduction ». Invitation cordiale à tous les anarchistes et lecteurs du « Libertaire ».

Groupe du 20^e. — Le Groupe organise pour le dimanche 17 février, dans la salle des fêtes de l'« Egalitaire », 17, rue de Sambre-et-Meuse, une grande matinée artistique, au profit de la propagande. Les Groupes sont invités à ne rien organiser le même jour.

Groupe libertaire de la Garenne. — Le Groupe se réunit tous les jeudis, chez Lesur, 18, boulevard de la République.

Jeudi, 14 février, tous les copains devront être présents pour la préparation de la réunion du 21 et pour le collage des affiches.

Groupe universitaire. — Les camarades peuvent passer retirer les tracts à la salle Salsac, 6, rue Lanneau, à partir de ce soir.

Province

Fédération anarchiste du Nord et du Pas-de-Calais. — Les groupes de Calais, Lens, Harnes, Lille, Wattrelos, Roubaix, Onnaing, Berck-Plage, Haisne, Croix, Maubeuge, sont priés de se mettre en rapport avec le camarade Perier, Albert, rue d'Elrue, Wasquehal, siège de la Fédération pour tout ce qui concerne la Fédération, au point de vue causeries, conférences, etc., etc. Que les individualités qui désirent former des groupes écrivent, des affiches sont à leur disposition. Il ne faut pas que les décisions du Congrès de Lens restent lettre morte. Tous au travail !

Lille. — Le Groupe de Lille se réunit tous les samedis, 297, rue Léon-Gambetta. Que les dégoûtés de la politique viennent entendre les causeries qui sont faites par les camarades. Chez nous, pas de contrainte, pas d'autorité. L'homme libre dans le groupe libre.

Wattrelos. — Réunion du Groupe mercredi, 13 février, à 19 heures, chez Julien, 30, rue du Petit-Tourmal.

Causerie sur l'antimilitarisme.

Invitation à tous.

Communications diverses

Cercle syndicaliste Fernand-Pelloutier. — En raison de la dispersion momentanée des membres du Comité d'initiative, le Cercle ne s'est pas réuni.

Nous informons tous les camarades syndiqués de la C.G.T., de la C.G.T.U. et autonomes, que la prochaine réunion sera faite par le camarade G. Yvetot. Sujet traité : « L'Unité syndicaliste et le Syndicalisme révolutionnaire ».

Dès que nous aurons la salle, nous porterons à la connaissance des camarades, dans la presse syndicaliste, le jour et l'heure de la réunion.

Mardi 12 février, à 17 h. 30 : Réunion du Comité au siège de la Fédération du Bâtiment.

Club du Faubourg. — Ce soir lundi, 20 h. 30 précises, théâtre de la Fourmi, 10, boulevard Barbès, L.-O. Frossard répondra à ses contradicteurs et exposera : « Pourquoi j'ai écrit la « Décomposition du Communisme : Critique des méthodes de Moscou ; La Politique syndicale ; Vers l'Unité de la classe ouvrière ». Déjà inscrits : Gouttenoire de Toury, Georges Ploch, Charles Lussy, Lacroix, etc. La parole sera donnée aux contradicteurs communistes, syndicalistes, libertaires, socialistes, etc. Marcel Cachin et Vaillant-Couturier ont été convoqués. Le Club du Faubourg, tribune libre, ne tolérera aucune obstruction et fait appel à ses amis de toutes tendances pour assurer le respect de la liberté absolue d'expression de toutes les idées, « quelles qu'elles soient », contre toutes les violences, « d'où qu'elles viennent ».

Les Compagnons de l'« En Dehors ». — Bar des Ardennais, 51, rue du Château-d'Eau (métro : Château-d'Eau).

Ce soir, 11 février, à 20 h. 30 : La Persévérance dans l'effort permanent, par Ovide Decroix.

Par l'Espéranto. — Bibliothèque anarchiste scientifique en langue internationale (I.S.A.B.) Communiqué n° 4. Ainsi que le constatent de nombreux camarades, notre entreprise est bien venue et est appelée à réussir.

Enregistrons cette opinion, nous devons cependant répéter que le succès ne sera atteint que lorsque les amis de l'I.S.A.B. parleront moins de leur sympathie et l'aideront davantage par leur travail et par leurs souscriptions.

De nouvelles adhésions nous sont parvenues : une d'Espagne, une de Sibérie.

Le travail de traduction progresse. Notre camarade Ustinovsky traduit une œuvre importante de l'anarchiste russe A. Borojov : « L'Anarchisme ». Borojov est un ami de l'I.S.A.B.

En France, un camarade de Lyon traduit « Mon Communisme », de S. Faure.

Le jour n'est pas encore venu où nous devons faire dresser un catalogue de la bibliothèque, mais nous commençons à établir une liste des œuvres qui doivent la composer. Que nos camarades de tous les pays nous y aident.

Il serait désirable que chacun de nous ait une bibliographie sur les plus importantes œuvres de son pays avec un compte rendu concis pour chacune d'elles.

Nous rappelons à tous la nécessité de faire des souscriptions et de nous faire connaître les journaux qui insèrent nos communiqués ; si possible, envoyer coupures ou journaux. Tout cela nous est nécessaire pour faire un rapport spécial.

Souscriptions reçues pour l'I.S.A.B. au secrétariat de S.A.T., 23, rue Boyer, Paris (20^e) : Groupe de camarades de Vienne (France), 20 fr. 50 ; Martin Murbio (Suède), 23 fr. 40 ; J. M... (France), 25 fr. ; Kunikaro Fukuta (Japon), 41 fr. 50 ; Swickard (France), 15 fr. ; Piron (Belgique), 50.000 mark ; Levandovsky (Russie), 100 fr. ; Zilberfarb (Russie), 100 fr. ; Dsky (Russie), 15 fr. ; Groupe espérantiste (Argentine), 220 fr. ; Zastankovic (Serbie), 50 dinars.

(Traduit de «